

# Pour la défense du marxisme

**C**E n'est pas d'aujourd'hui que datent les attaques les plus diverses contre le marxisme. Attaques haineuses, rageuses des forces de droite les plus réactionnaires, du fascisme et de l'obscurantisme momentanément triomphants, qui ont fait couler à flots le sang des révolutionnaires, rempli les bagnes et les prisons, persécuté jusqu'à ceux qui refusent de s'associer à la curée, parmi les esprits libéraux. Que de pays vivent encore sous le joug de cette terreur blanche, de l'Indonésie au Chili, de l'Argentine à la Corée du Sud!

Mais il est bien sûr d'autres tentatives pour étouffer le marxisme. Incessantes tentatives pour le présenter comme une idéologie dépassée, vieillote, récusée par le développement des sciences et le cours de l'histoire, tentatives plus subtiles et plus dangereuses pour lui ôter tout contenu révolutionnaire, à l'intérieur même des formations, des partis et des états qui toutefois s'en réclament, mais l'aménagent, le réforment et le révisent en fonction de leurs intérêts propres.

On aurait tort, de ce point de vue, de négliger ou de sous-estimer l'intense effort idéologique entrepris depuis quelques années pour combattre le marxisme. Cet effort, comme il est peu surprenant, coïncide assez clairement avec le développement dans notre pays de la crise économique, politique et idéologique apparue au milieu des années 70. Il est en effet plus particulièrement nécessaire dans de telles périodes de désarmer moralement le mouvement ouvrier, au moment où il subit, dans ses conditions concrètes de vie, dans ses conditions de travail et dans l'organisation même de ses moyens de résister, de sévères attaques. Mais d'où vient cette offensive et comment se présente-t-elle, et surtout comment lui faire front?

Aux tentatives constantes des principaux représentants des classes exploiteuses pour présenter le marxisme comme un mythe dangereux et la lutte de classe comme un phénomène archaïque, destiné à disparaître avec l'amélioration progressive du sort de chacun, aux efforts entrepris de longue date pour dénaturer le marxisme en l'amputant, avec la théorie du passage pacifique au socialisme et le rejet de la dictature du prolétariat, de son fonds révolutionnaire, est venu s'ajouter le passage progressif, mais massif d'une large frange de l'intelligentsia aux positions anti-marxistes. Cet événement en quelque sorte n'est pas anodin.

Qu'importe, diront certains, si quelques intellectuels, après s'être égarés dans la phrase révolutionnaire et l'exaltation pour les mouvements de libération nationale ou la révolution culturelle chinoise, retournent au bercail, n'en va-t-il pas ainsi avec ces êtres instables, ces compagnons de route, qui, périodiquement, renient leur engagement précaire? L'essentiel n'est-il pas ailleurs, dans l'effort à engager pour que le prolétariat mène avec force sa lutte contre la bourgeoisie?

Un tel point de vue n'est pas réaliste, pour la raison suivante que l'essor du mouvement révolutionnaire ne peut être dissocié d'une avancée idéologique et d'une participation active à la lutte d'idées, qui parcourt la société toute entière. S'il ne borne pas ses intentions à devenir seulement un groupe de pression, dans les limites de la société capitaliste, mais s'il se présente comme porteur d'une société alternative, le mouvement ouvrier ne peut se désintéresser de la bataille d'idées, il ne peut prendre son

parti du surgissement, sous les habits du nouveau, de conceptions, de théories, de systèmes d'explication qui remodelent l'idéologie dominante, exercent une influence allant bien au-delà des couches exploiteuses, mais concernent de larges couches de la jeunesse scolarisée, des intellectuels, mais aussi des syndicalistes et des militants d'associations et de mouvements divers.

Or, en nous bornant ici à une présentation plus que schématique, comment se présente dans ses grands traits, cette remise en cause du marxisme, par une intelligentsia qui fait grand bruit, parfois frauduleusement d'ailleurs, de son passé militant et de ses rêves perdus?

Elle se présente sous la forme du désenchantement, de la découverte et du refus.

Désenchantement par rapport au cours, sinueux certes, des systèmes socialistes, désenchantement (et adieu!) vis à vis du prolétariat. Découverte du «goulag» devenu l'horizon indépassable de toute pensée politique aujourd'hui. Refus d'un système cohérent d'explication du réel, jugé mystificateur et porteur du projet totalitaire. En fait, on assiste à la substitution d'un jugement philosophique à une analyse opératoire de réalités historiques et concrètes. C'est bien pour cela que ce qu'on appelle la «nouvelle philosophie» a connu la vogue que l'on sait, même si sa stérilité commence aujourd'hui à apparaître, et si l'on découvre peu à peu, dans toute l'argumentation élaborée avec artifice, l'extrême simplicité du raisonnement, réduit à la réhabilitation du libéralisme. Mais, dans le même temps, et de divers côtés, la réinterprétation de l'histoire, comme dans l'évaluation des découver-

tes scientifiques, on assiste à une série de tentatives qui visent à présenter le réel comme un ensemble disparate et discontinu de processus, obéissant chacun à sa logique propre, on assiste à un morcellement et à un éclatement de l'objet même de la connaissance. Tout système cohérent d'explication de la réalité est récusé en tant que système, tout sens est dénié à l'histoire.

Cet effort idéologique a évidemment ses conséquences politiques, car dans le même moment, on tente de prouver que la révolution ne saurait rien changer, que la rupture qualitative n'est qu'une illusion, bref que si les choses ne sauraient rester stables et immuables, leur évolution est imprévisible. Aussi, à quoi bon lutter, à quoi bon s'inscrire dans un projet stratégique pour parvenir au socialisme, alors même que la logique, dialectique, de succession des formations sociales a volé en éclats au profit d'un relativisme absolu et d'une indétermination totale?

Les communistes ne sauraient subir, sans réagir, cet assaut idéologique de grande envergure. Il y va de leur capacité à construire une nouvelle hégémonie. Pour cela, ils doivent à la fois, démontrer, à la lumière du marxisme, les procès qui sont faits — et avec quelle désinvolture aujourd'hui — à leur doctrine, et s'efforcer de l'enrichir, de la refonder, là où elle a été insuffisamment développée ou dénaturée par l'économisme et le révisionnisme. Ils doivent aussi associer, à cette tâche, tous ceux, qui, même pour partie, se sentent concernés par la défense et l'enrichissement du marxisme et qui ne baissent pas la tête dès que, l'idéologie de la guerre froide à la bouche, on essaie de les faire taire.

## Des luttes, il y en a !

■ C'est un fait, il y a en ce moment un regain de combativité parmi les travailleurs qui se traduit par une augmentation — limitée sans doute mais bien réelle pourtant — des luttes grévistes. C'est plutôt dans les PME que se localise cette recrudescence de mouvements.

D'une manière générale, le mécontentement des travailleurs s'amplifie. Il a eu l'occasion de s'exprimer dans les actions pour la défense de la Sécurité sociale, particulièrement le 13 mai.

C'est dans ce contexte que l'on croit discerner une sorte de pause dans la polémique syndicale qui fait rage depuis plusieurs semaines. La CGT, la CFDT et la FEN sont même parvenues à un accord pour réaliser en communs des actions, vendredi 23 mai, contre la convention «médecins - Sécurité sociale».

On en entend guère parler ; en général, les grands moyens d'information font le silence dessus et pourtant elles existent et connaissent même un certain développement depuis quelque temps. C'est incontestable, il y a en ce moment un certain nombre de luttes qui se mènent dans les entreprises. En général, c'est plutôt dans les PME qu'elles se localisent. C'est sans doute pourquoi elles n'ont pas directement une résonance nationale. Cependant, elles se développent et, quand les conditions d'efficacité sont réunies, marquent des points. Derniers en date, on apprenait, mardi 20 mai, que les travailleurs de la société SGETPI qui participe au chantier nucléaire de Gravelines venaient de reprendre le travail après plus de trois semaines d'occupation et avec près de 300 francs d'augmentation.

Evidemment, il ne s'agit pas d'exagérer ni la portée, ni la signification de ces luttes. Mais,

même les plus pessimistes sont bien obligés d'admettre cette donnée de la situation actuelle.

### Le mécontentement grandit

D'ailleurs, le mécontentement des travailleurs s'amplifie. Beaucoup de gens ont été surpris de la participation relativement importante aux actions contre les graves attaques préméditées par le gouvernement contre les droits des travailleurs à la Sécurité sociale. Plus profondément, on a senti que les actions, les débrayages, les manifestations réalisées par exemple le 13 mai, étaient porteurs d'une colère dépassant largement le déjà grave problème des restrictions au droit à la santé. On y a vu et entendu la révolte contre les bas salaires, les mauvaises conditions de travail, le chômage.

Toute la question est de savoir comment concrétiser ce potentiel



de révolte bien réel qui existe en luttes résolues, unitaires, efficaces.

De ce point de vue, on ne peut pas dire que les propositions confédérales soient vraiment adaptées. Oui, bien sûr, il y a des difficultés à mobiliser, il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton pour que ça réponde. Cependant, il faut lever une vieille ambiguïté ; une fois de plus : l'on nous présente la série «24 avril-1<sup>er</sup> Mai-13 mai» comme le fin du fin, les temps forts de l'action revendicative. Or, de très nombreux travailleurs et militants qui participaient à ces journées (comme à d'autres d'ailleurs) en

attendent plus, persistent à les considérer comme point de départ plutôt que d'arrivée ou prennent cela parce qu'il n'y a pas autre chose.

### Travailler à la construction du rapport de forces

Ainsi l'on en arrive à une situation contradictoire : d'une part, ces journées contribuent à «changer le climat», permettent au mécontentement d'une partie des travailleurs de s'exprimer ; d'autre part, la logique dans la-

quelle elles s'inscrivent ne leur permet pas de dépasser un certain cadre et de «servir de tremplin» à des luttes, nécessairement dures aujourd'hui si l'on veut arracher des revendications.

Pour sortir du dilemme «*jour-née d'action ou pas*», l'essentiel est de travailler à la mobilisation, à la définition des objectifs revendicatifs et des moyens de lutte adaptés pour construire progressivement le nécessaire rapport de forces ; sur le terrain, à la base, dans les boîtes ; et dans l'unité !

G.P.